

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

Le pétrole remonte de 5%
L'Iran manifeste
de bien meilleures
dispositions PAGE 13



SMI 7946.19	DOW JONES 16453.83
7970	16500
7930	16400
7890	16300
7850	16200
+1.69%	+1.59%

BANQUE CANTONALE DE NEUCHÂTEL

Bon reflet de l'industrie locale

PAGE 4

SPÉCULATION SUR DENRÉES ALIMENTAIRES

Grand entretien avec un initiateur

PAGE 8

LES BANQUES BORDIER ET GONET (GENÈVE)

Les comparaisons ont des limites

PAGE 3

LAUSANNE HOCKEY CLUB CÉDÉ HIER

Ken Stickney devient propriétaire

PAGE 7

LE PIPELINE REMARQUÉ DU GROUPE ROCHE

Pas seulement sur le mainstream

PAGE 6

ZURICH ET CS FACE AU PROFIT WARNING

Les approches bien opposées

PAGE 4

ODLO DANS LES VÊTEMENTS DE SPORT

Le très confortable leadership

PAGE 6

PARGESA RÉDUIT SA PART DANS TOTAL

Le pétrole ne convainc plus

PAGE 4

Le faux prétexte de la faille sécuritaire



DENNIS JUST (DIRECTEUR). Le gestionnaire de données Knip réfute les explications de l'assureur Helsana.

La rupture de partenariat entre l'assureur Helsana et la start-up zurichoise Knip suscite un certain émoi. Active dans la gestion des polices d'assurance via son application, la jeune entreprise s'est illustrée en menant des levées de fonds record. Aujourd'hui, elle est au cœur d'une grande méfiance dans la protection des données des clients. Par communiqué, l'assurance souligne sa volonté d'interagir directement avec la clientèle sans vouloir «confier des données liées à la santé à un prestataire externe». L'argumentaire d'Helsana est bancal, mais suffit à jeter le doute sur la question de la protection des données. Sans démodore, Dennis Just, créateur et directeur général de Knip, réagit à la décision d'Helsana. Knip est considéré comme un courtier et est donc soumis à la supervision de l'autorité de surveillance des marchés financiers (Finma). L'application répond à toutes les exigences en matière de protection des données. Dennis Just se défend également en s'appuyant sur les bases légales signées par les clients. Le jeune entrepreneur soupçonne plutôt une action de marketing ciblée. A l'entendre, l'assureur voudrait simplement imposer son propre portail clientèle, myhelsana. Et le responsable de Knip de rassurer ses utilisateurs: «Aucun assureur ne nous communique d'informations liées aux soins de santé pratiqués.» **PAGE 5**

Le franc devenu trop restreint pour assumer son rôle de refuge

Pour l'instant du moins. C'est en fait l'euro qui s'est bien apprécié lors des grandes alertes de ces derniers jours.

CHRISTIAN AFFOLTER

Le franc a perdu du terrain face à l'euro lors de la première phase de baisse des marchés actions cette année. Tout le contraire de l'effet refuge auquel on pouvait s'attendre.

Les taux négatifs jouent évidemment un rôle-clé dans ce phénomène, qui fut déjà observé l'été dernier. Ils ont prouvé leur efficacité s'agissant de dissuader les investisseurs de se précipiter sur le franc.

Et aussi longtemps qu'il est seul parmi les monnaies refuge clas-

siques à faire l'objet d'intérêts négatifs. La décision de la Banque du Japon de s'y mettre également n'a pas été sans conséquences en effet. La perspective d'une généralisation a ensuite soutenu le franc pendant la période correspondant au brusque et ample affaiblissement des marchés actions. Jusqu'à ce que le président du directoire de la Banque nationale Thomas Jordan parle publiquement de la possibilité d'aller encore plus loin dans le territoire négatif.

Cet épisode a anéanti les espoirs de voir l'écart de taux par rapport

à la zone euro se rétrécir. Il pourrait en particulier forcer les investisseurs suisses à orienter plus encore de fonds en-dehors du marché domestique.

La perte d'attractivité du franc a aussi des raisons plus profondes. Les doutes sur la capacité de résistance de la conjoncture suisse à l'appréciation de sa monnaie tout d'abord. Et le risque de déflation planant sur l'économie, accentué par la baisse du pétrole.

Déjà bien identifiés en Suisse, ces éléments ont été progressivement intégrés dans le monde depuis l'abandon du cours plancher.

Les déclarations répétées que le franc était toujours surévalué vis-à-vis de l'euro ne sont pas restées inaperçues non plus. D'autant moins que les perspectives de croissance dans la zone euro restent plus encourageantes qu'en Suisse.

La conscience d'un lien de dépendance persistant avec l'euro implique finalement que les «vraies» décisions de politique monétaire d'envergure mondiale se prennent ailleurs. Seul le retour de tensions sur la dette publique pourrait remettre en question le nouveau statut refuge de l'euro. **PAGE 12**

COMPTES ANNUELS DE LA CONFÉDÉRATION

Désendettement par les coûts

UELI MAURER. Le chef des Finances fédérales s'est livré hier à son premier exercice de présentation de résultats: 2,3 milliards de francs d'excédents au lieu des 400 millions budgétés. Différences dues à des revenus exceptionnels. La politique d'austérité ne changera pas: il s'agit surtout de se préparer à de possibles années noires. **PAGE 8**



ÉDITORIAL PIERRE BESSARD

L'émergence d'une méta-démocratie

La mobilisation extraordinaire contre l'initiative populaire de l'UDC sur le renvoi des criminels étrangers donne des résultats: c'est ce que montre le sondage de la SSR publié hier en vue de la votation du 28 février prochain. L'agitation autour d'un texte qui mettrait en péril l'Etat de droit (mais semble plébiscité par les Tessinois) révèle surtout une drôle de priorisation.

La Suisse ne connaît pas de cour constitutionnelle, mais le Parlement et les tribunaux ont une marge d'interprétation qu'ils ne se privent pas d'user. L'exercice de l'UDC ne devrait donc pas préoccuper outre-mesure. D'autant moins qu'un texte à la portée concrète beaucoup plus sensible, celui des jeunes socialistes contre le négoce de matières premières, n'est plus guère thématiqué. Si ses chances s'amenuisent aussi, les effets cumulés de la mobilisation n'incitent pas à trop d'assurance: à ce stade, la participation au vote par correspondance dépasse de 54% la moyenne à Zurich, la ville la plus peuplée et bien ancrée à gauche.

Le 28 février soulève cependant d'autres questions. En plus de la multiplication épuisante des initiatives populaires plus

ou moins dommageables (il y en a actuellement encore dix-sept à avoir abouti dans le pipeline), l'initiative UDC inaugure un phénomène inédit: la méta-démocratie. A savoir des initiatives populaires ayant pour objet... des initiatives populaires. Là où l'UDC a lancé une initiative de mise en œuvre, l'initiative Rasa contre le nouvel article constitutionnel sur le contrôle de l'immigration vise l'inverse: la non-mise en œuvre d'une initiative. Cela ne s'arrête pas là.

La Suisse doit se préparer à une quatrième offensive idéologique contre les assureurs maladie privés, après l'échec de trois initiatives populaires: cette fois derrière le paravent de la Fédération romande des consommateurs, qui a annoncé le projet hier, au nom de la diversité fédéraliste.

Cet acharnement méta-démocratique ne remet pas forcément en question la raison d'être des institutions existantes, mais il met au moins en évidence l'instabilité de décisions collectives là où devraient idéalement prévaloir les choix individuels: la règle de la majorité ne s'applique pas à tout. Il serait temps de se le rappeler avant qu'un système bien rodé ne tourne à l'absurde. **PAGE 7**

Imminence d'un monde sans argent liquide

Aller contre la tendance serait une grave erreur. Les exceptions ne font que retarder l'inévitable échéance.

JOHN-F. PLASSARD*

Coup de tonnerre lors du récent Forum mondial de Davos: Le dirigeant de Deutsche Bank, John Cryan, a prédit que l'argent liquide n'aura plus cours dans dix ans!

Parallèlement, plusieurs pays du Nord, comme le Danemark, la Norvège, la Finlande ou la Suède ont récemment annoncé qu'ils voulaient en finir avec les règlements en espèces avant 2020. Finalement, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE) vient d'affirmer que l'institution européenne réfléchirait à supprimer la coupure de 500 euros.

Fantôme ou réalité, le sujet devient de plus en plus sensible et pourrait bien marquer une révolution pour les consommateurs mais aussi pour les banques centrales.

De quoi parle-t-on? Le 20 janvier 2016, lors d'une discussion sur les «fintechs», les hautes techno-

logies appliquées à la finance, le CEO de Deutsche Bank, John Cryan, a annoncé: «Le cash, je pense, n'existera probablement plus dans dix ans. Ce n'est pas quelque chose qui est nécessaire, c'est terriblement inefficace et cher».

La deuxième banque de Norvège, Nordea Bank, quant à elle, a renoncé début novembre 2015 à l'utilisation et au traitement des espèces dans les bureaux de sa branche norvégienne, compte tenu de la diminution de la demande et des risques sécuritaires qui y étaient liés.

Si ces décisions peuvent sembler choquantes, elles ne sont cependant que le sommet visible de l'iceberg de la finance.

Un monde sans liquidité s'est de plus en plus développé ces dernières années, mais tient une bonne partie de son origine aux Etats-Unis il y a plus de 45 ans de cela. **SUITE PAGE 2**

* Mirabaud Securities



9 771421 948004 4 0 0 0 7